

# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 12ème législature

#### **ADEME**

Question écrite n° 7883

#### Texte de la question

M. Jean-Claude Beaulieu attire l'attention de Mme la ministre de l'écologie et du développement durable sur les orientations budgétaires retenues pour l'ADEME, qui risquent d'obérer la capacité d'engagement de cet organisme pour 2003. Le montant disponible à l'engagement pour 2003 serait ainsi réduit de 60 % par rapport à 2002 et l'ADEME risque de ne pouvoir faire face aux interventions programmées dans le cadre des contrats de plan Etat-Région et de devoir réduire certains autres projets. Il lui demande donc de quelle manière elle envisage de pallier les conséquences de cette réduction des moyens de l'ADEME.

### Texte de la réponse

La ministre de l'écologie et du développement durable a pris connaissance, avec intérêt, de la question relative aux orientations budgétaires retenues pour l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME). Elle tient à souligner que le montant des dotations qui ont été attribuées à l'agence dans le cadre de la loi de finances initiale 2003 prenait en considération les reports de crédits prévisibles au terme de l'exercice 2002, tant au sein de l'établissement que dans les lignes budgétaires du ministère de l'écologie et du développement durable. Compte tenu de l'importance significative de ces reports, l'ADEME restera en mesure en 2003 de poursuivre ses programmes d'action prioritaires, tant dans le domaine de la maîtrise de l'énergie que dans celui de l'environnement (déchets - sols pollués - bruit - pollution atmosphérique), et elle pourra respecter les engagements qu'elle a pris dans le cadre des contrats de plan Etat-région et des conventions pluriannuelles conclues avec les conseils généraux. Il est au demeurant rappelé que la période où une incitation exceptionnelle était nécessaire pour l'évolution des équipements de traitement des ordures ménagères s'est achevée au 1er juillet 2002.

#### Données clés

Auteur : M. Jean-Claude Beaulieu

Circonscription: Charente-Maritime (4e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite Numéro de la question : 7883 Rubrique : Environnement Ministère interrogé : écologie Ministère attributaire : écologie

#### Date(s) clée(s)

**Question publiée le :** 2 décembre 2002, page 4544 **Réponse publiée le :** 28 avril 2003, page 3332